PERDUS VUE

Ils vont chercher des cigarettes, promener le chien, faire un tour. Et ne reviennent jamais. Ils sont entre 2 000 et 5 000 par an, indénombrables, insaisissables. Et comme ils sont majeurs, les **“disparus volontaires”** sont libres de s'évaporer dans la nature et de changer de vie, rarement pour le meilleur, parfois pour le pire. Restent derrière eux l'impuissance de la police, l'angoisse des familles et les questions sans réponses. Enquête.

PAR HÉLÈNE COUTARD / ILLUSTRATIONS: JULIEN PACAUD POUR SOCIETY

Le 11 septembre 2015, une femme habillée en noir, un foulard à pois sur les cheveux, arpente les trottoirs d'un quartier fleuri de la ville allemande de Düsseldorf. D'un petit pas distrait, elle passe les portes du commissariat local. Petra Schneider, 55 ans, vient porter plainte pour le cambriolage de son appartement à quelques rues de là. Mais lorsque les inspecteurs demandent à voir sa carte d'identité, Petra ne met pas bien longtemps à avouer. En réalité, elle s'appelle Petra Pazsitka et elle a disparu 31 ans auparavant. Le 26 juillet 1984, alors âgée de 24 ans, la jeune étudiante allemande avait dit au revoir à ses parents après un week-end dans leur maison de Wolfsburg, en promettant de s'occuper de son petit frère. De retour à sa résidence étudiante, elle avait demandé à son voisin d'arroser ses plantes. Elle s'était rendue chez le dentiste. Et avait disparu. Après cinq ans d'enquête infructueuse, Petra avait été déclarée morte. Jusqu'à ce matin de septembre, donc, où elle a simplement expliqué avoir vécu tout ce temps dans plusieurs villes allemandes, sans pièce d'identité, sans sécurité sociale, sans compte en banque ni carnet de santé, sous le nom de Schneider. Petra n'a accordé que

deux réponses à la police allemande, avant de rejoindre son quotidien dans les rues anonymes de Düsseldorf: non, elle n'a pas été la victime d'un prédateur sexuel, comme l'Allemagne avait fini par le penser à l'aube des années 90 ; et non, elle ne souhaite pas revoir sa famille.

En France, le ministère de l'Intérieur dénombre environ 50 000 disparitions par an. Plus de 40 000 sont des fugues d'adolescents ou des personnes âgées momentanément égarées, que l'on retrouve le plus souvent dans les 48 heures. Restent 10 000 personnes majeures –11 674 en 2012– qui se volatilisent chaque année. Parmi celles-ci, beaucoup sont victimes de crimes ou se suicident. Les autres choisissent simplement de disparaître. François, 25 ans, Christian, 48 ans, Laurence, 50 ans, Dominique, 47 ans, ont disparu cet été, ou il y a des années. Ils ne sont jamais réapparus. Pour eux, il n'y aura pas d'alerte enlèvement sur BFM-TV, pas d'enquête policière à rebondissements, pas d'émission anniversaire dans dix ou vingt ans. Car François, Christian, Laurence et Dominique sont majeurs, et rien n'indique que leur disparition pourrait être “inquiétante”, c'est-à-dire liée à un crime. Selon les articles 1

et 4 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, toute personne majeure et saine d'esprit a le droit de disparaître. Juridiquement, la France n'appelle pas cela une “disparition”, mais une “absence”. Et les absents, personne ne les cherche.

Une carte postale d'Amérique latine

Dans le Nord de la France, une mère s'inquiète: son fils a disparu depuis le 15 avril. Il a 26 ans. Mais elle n'en parle pas: c'est “trop éprouvant”, soif lui “manque trop”. Depuis, plus rien n'existe. Comment va-t-il? A-t-il besoin d'aide? Pourquoi est-il parti? Pourquoi ne donne-t-il pas de nouvelles? Les questions que se posent les familles sont toujours les mêmes. Patricia Fagué en a entendu des milliers. Elle a enquêté pendant cinq ans pour l'émission de TF1 *Perdu de vue* puis, submergée par les demandes de familles, a créé sa propre structure. “Les gens ne savent pas chercher, pose-t-elle d'emblée, assise dans un café du VI^e arrondissement de Paris. Ils ne connaissent pas les documents qu'ils ont le droit de consulter, ils ne savent pas à qui s'adresser, par où commencer. J'ai eu un cas où la personne disparue était dans l'annuaire.” Parce que les détectives privés